

Chapitre 6 : Quelle est la place de l'union européenne dans l'économie globale ?

En 2008 l'UE réalisait 40% des échanges mondiaux de marchandises, soit approximativement la même proportion que l'Amérique du nord et de l'Asie réunies. Ce résultat semble être le fruit d'une expérience originale d'intégration économique menée depuis plus de 60 ans sur le vieux continent. Il est donc essentiel d'étudier le processus d'intégration européenne afin d'en comprendre les spécificités et les avantages : **Quelles sont les spécificités de l'expérience d'intégration économiques des pays européens ?**

En 1999, naissait l'euro aboutissement de plus de cinquante ans d'intégration économique

Adoptée par 19 pays en 2001 de l'union européenne, la monnaie unique a permis de renforcer la concurrence au sein de la zone euro mais aussi d'affermir l'interdépendance économique entre pays membres ce qui peut constituer un atout dans une économie globalisée.

En quoi la mise en place de l'euro constitue-t-elle un atout dans un contexte d'économie mondialisée ?

Cependant cette interdépendance croissante entre économies européennes nécessite la mise en place de politique coordonnée s. Cette coordination doit se faire entre les instances supra nationales et les pays membres mais surtout entre pays membres.

Quelles sont les difficultés de coordination des politiques économiques à l'échelle européenne ?

1° En quoi l'intégration européenne est-elle une expérience originale ?

L'Europe peut être considéré comme une Grande puissance éco puisque 'elle représentedes échanges mondiaux et réalise% du PIB mondiale. Ce résultat semble être la conséquence d'un choix originale d'intégration économique qui a commencé par l'Europe des 6 pour terminer par une monnaie unique européenne...

A° L'UE est un acteur majeur de l'économie mondiale

1°... par son poids démographique et...

DOC 1 : Population (en millions) et PIB (en milliards de dollars PPA constants de l'année 2005) en 2010

Au regard des informations contenues dans le document, l'UE constitue une puissance de premier plan. Tout d'abord, d'un point de vue économique puisque la création de richesses en valeurde l'Union européenne est la plus importante au monde, mais aussi en valeurpuisque la par habitant y est une des plus élevées au monde. Ensuite, d'un point de vue démographique, l'UE dispose d'une situation

intéressante puisque, parmi les zones de la, elle est la plus peuplée et dispose à ce titre d'un marché d'une taille sans équivalent ailleurs dans le monde. Elle concentre 40 % des échanges mondiaux : résultat de l'intégration de 28 pays.

2°sa puissance éco

DOC 2 : Le commerce de marchandises en 2008, en milliards de dollars.

Au regard des données fournies et des calculs effectués, on peut conclure que la zone économique la plus dynamique

En matière de commerce international semble être l'Europe,

Puisqu'elle représente plus de 40 % des exportations mondiales, soit la proportion de l'Asie et de l'Amérique du Nord. Cependant, il s'agit de relativiser ce point de vue, dans la mesure où il faut tenir compte pour l'Europe de l'importance du commerce intra zone qui représente plus de% des échanges des

Pays européens. Par contre, l'Europe est bien la zone économique la plus au monde, puisque les échanges sont à plus de 70 % intra-européens.

DOC 3 : IDE

Définition IDE : Les IDE correspondent à des flux de provoqués par des entreprises développant leurs activités productives à l'étranger (les flux d'IDE alimentent le stock d'IDE des firmes....., c'est-à-dire le de capital qu'elles détiennent à l'étranger).

Le reflux important observé entre 2007 et 2009 (..... des IDE sortants d'environ 1 000 milliards de dollars, d'environ 700 milliards de dollars pour les IDE entrants, pour les pays de l'OCDE) s'explique par le contexte économique difficile, provoqué par la diffusion à l'ensemble des économies mondiales de la crise des Peu importe l'année, l'UE constitue le principal pôle d'..... des IDE dans le monde, puisque chaque année elle attire environ la moitié des IDE se dirigeant vers les pays de l'OCDE, pour un montant parfois environ deux fois supérieur à celui des Etats-Unis. Concernant l'émission d'....., les pays membres de l'UE ne sont pas en reste, puisque les entreprises résidant sur son territoire sont également responsables, selon les années, d'environ la moitié des flux d'IDE sortant des pays de l'OCDE, toujours devant les Etats-Unis.

(IDE sortant et entrant les entreprises européennes cherchent UE à 27 plus forts IDE Sortants et Entrants.

IDE Sortant : IDE sortant et entrant les entreprises européennes cherchent UE à 27 plus forts

IDE Entrant : Les entreprises euro cherchent à s.....

IDE entrants devance la Chine et les USA attractive pour les entreprises étrangères qui veulent s'internationaliser ...)

B° L'Europe a en effet choisi en effet un mode d'intégration originale

1° l'intégration européenne pour répondre aux défis d'après guerre

a. L'Europe éco s'est fait en plusieurs étapes

DOC : Les différentes étapes d'une intégration économique

Étape 1 : la **zone**= suppression des droits de douane entre les pays de la zone, mais chaque pays conserve sa politique commerciale extérieure vis-à-vis du reste du monde.

Étape 2 : l'**Union**ajoute à la zone de libre-échange un tarif extérieur commun (TEC). Il y a donc absence de droits de douane au sein de la zone et les mêmes droits de douane pour tous les pays de la zone vis-à-vis du reste du monde = une politique extérieure commune.

Étape 3 : leou Marché unique = la zone devient un marché commun non seulement pour les marchandises qui circulent librement comme dans les étapes précédentes, mais aussi pour les hommes, les capitaux et les services.

Étape 4 : l'..... **monétaire** = la zone se dote de politiques économiques communes et/ou coordonnées, et d'une monnaie unique avec politique monétaire unique

Étape 5 :L': l'espace économique précédent étant intégré monétairement et l'étant de plus en plus économiquement, l'union se dote d'un exécutif unique ; politiquement, l'union qui existe prend des décisions pour l'ensemble de la zone sans avoir à consulter ni recueillir l'unanimité ou la majorité des pays qui la constituent, elle peut lever un impôt unique à la zone et dispose d'un budget unique qui lui permet des transferts importants entre pays, ou nouvelles régions (ex-pays). L'Union politique forme un nouvel État (souvent Fédération/Union d'États fédérés) ; cela requiert un fort sentiment d'appartenance des peuples à cet ensemble.

Zone de libre-échange : ALENA.

Union douanière :

Marché commun : CEE.

UEM : l'UE à 17; union politique, États réunissant différents États, comme les États-Unis d'Amérique par exemple. L'ASEAN ou ANASE, association des pays d'Asie du Sud-est, est une association de libre-échange mêlant à l'origine des considérations de nature politique et culturelle, au-delà en conséquence de la simple zone de libre-échange. A l'instar de l'UE, cet exemple montre aussi que les étapes, concrètement, ne se succèdent pas de manière systématique et ordonnée.

Intégration économique : Processus dans lequel s'engagent différents pays, souvent économiquement déjà en partie interdépendants, afin de rapprocher leurs économies, initialement souvent au plan commercial, mais aussi pour tous les autres flux et échanges, et qui les conduit progressivement à harmoniser de plus en plus leurs décisions, à coordonner leurs politiques, à adopter des politiques communes, ou uniques, et gérer de biens communs comme la monnaie, les transports/infrastructures ou la R&D... L'intégration économique rend les pays de plus en plus interdépendants en tout plan. S'ils délèguent une part de plus en plus importante de leur souveraineté à une instance supranationale, ils s'engagent sur la voie de l'Union politique.

L'UE dispose d'une politique monétaire....., – une seule politique monétaire européenne se substituant aux politiques nationales, et non *commune* qui signifierait qu'une politique monétaire européenne s'ajoute à celles nationales déjà existantes – conduite par la BCE (=Banque centrale européenne) au centre du SEBC (regroupement des 28 banques centrales de l'UE). L'Euro système ne regroupe que les 19 banques centrales des différents États membres de la zone euro. Il décide de la politique monétaire avec le directoire, membres qui dirigent la BCE.

-pays de l'UE avec appareil productif différent

-système de protection sociale différent =>(dumping social)

-politique monétaire unique, qui s'accompagne d'une politique budgétaire nationale, donc différent.

b. la construction européenne, un processus en cours

DOC : Carte de la construction européenne

A quel degré d'intégration éco l'UE se trouve-t-elle actuellement ?

On distingue deux niveaux de réponse :

Question de réflexion et de retour sur l'actualité : UEM, mais perpétuel débat actuellement sur un approfondissement de l'intégration vers davantage d'union politique avec des élémentsbudgétaire, une avancée institutionnelle qui faciliterait la prise de décision, et pour l'heure la recherche d'une plus grande gouvernance économique européenne, notamment en raison des problèmes de financement de la dette, et des déséquilibres structurels. En effet, jusqu'à présent les États demeurent souverains en matière de politique budgétaire. Les GOPE (les grandes orientations de politique économique) et LDI (les lignes directrices intégrées) ne sont qu'indicatives ; et le PSC est réglementaire et coercitif.

En outre, cette question peut être l'occasion d'une mise au point sur les différents niveaux d'intégration au sein de l'UE. Tous les pays membres de l'UE ont vocation à adhérer à l'euro et donc à l'UEM. Tous n'appartiennent cependant pas à la zone euro (= UEM). Il y aurait ainsi deux niveaux d'intégration dans l'UE avec une zone plus avancée à laquelle tous les pays ne peuvent pas encore prétendre (ou ne veulent pas, cf. Grande Bretagne Suède, Danemark). Actuellement coexistent donc l'UE 27 et l'UE 17.

L'UE est celle qui est allée le plus loin dans nos économies contemporaines : en cela aussi elle est originale. Seule monnaie unique au monde sans État correspondant.

2. ° Du marché unique à la monnaie unique

1^{er} étape 1950 CECA : réunion des pays les 6 pays RFA, FR, It, be, pays bas, Luxembourg suppression barrières douanières charbon et l'acier

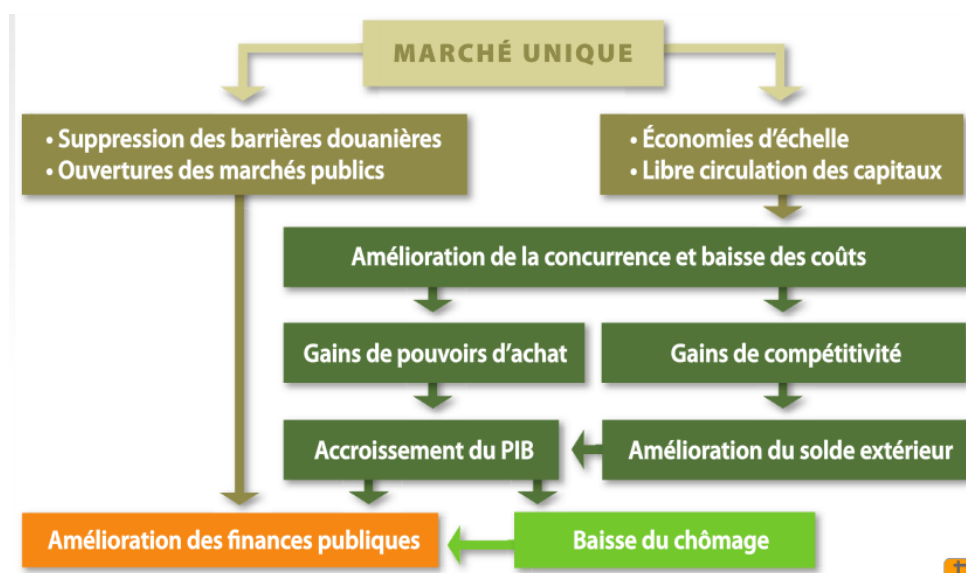
Après la paix : mise en commun entité supra nationale but

CEE : marché commun pères fondateurs voulaient Europe supra nationale Sed échec difficile de faire une Europe supra nationale on allait donc s'occuper essentiellement d'économie

Traité de Rome en 1957 :

Barrière entre les 6 et le RDM taxe commune ensemble à ces pays on crée quelques institutions la Commission européenne volonté politique à l'arrière plan la PAC politique de transport de politique commerciale extérieure.

DOC : Les avantages du grand marché unique



Economie d'échelle : Diminution des coûts unitaires de production obtenue sous l'effet d'une augmentation de la taille de l'entreprise et de la quantité produite.

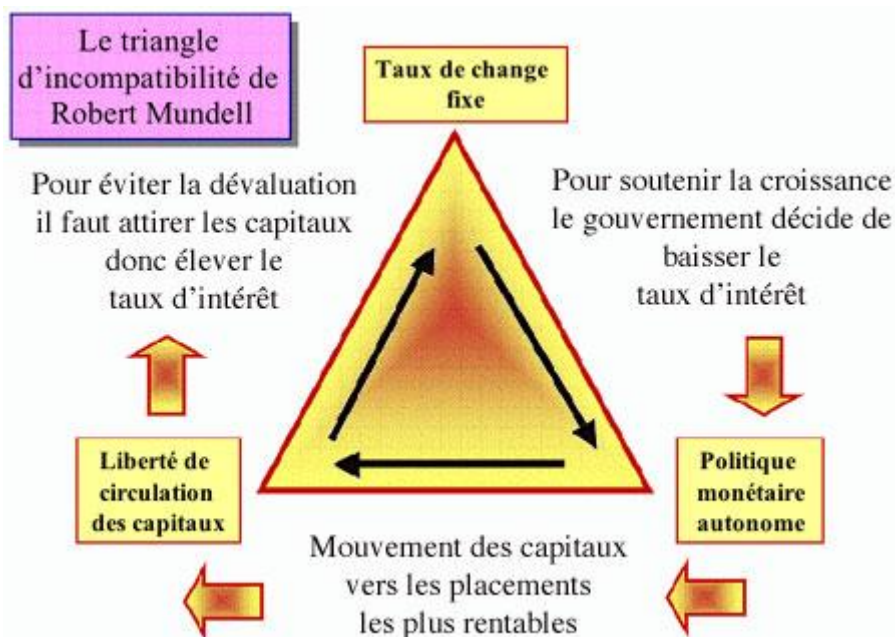
La création du marché unique permet la libre circulation des biens et des services, c'est-à-dire que pour vendre ses produits dans un pays de la zone une entreprise n'est plus obligée de s'acquitter du paiement de droits de douane. Ainsi les produits et donc les entreprises sont mis en concurrence sur l'ensemble du territoire concerné par le marché unique, et non plus uniquement sur leur territoire national : impossible pour ces entreprises d'être protégées de la concurrence par un éventuel droit de douane.

L'acte unique adopté en 1986 : le marché unique ou la grand marché toute circulation de marchandises, services et les capitaux pourront circuler largement déréglementation et des hommes pour créer une concurrence plus forte en créant une logique de spécialisation en ce qu'ils ont de meilleurs gagner en productivité et gagner des économies d'échelle pour faire baisser le prix unitaire.

UEM fév. 1992 traité de Maastricht union éco et monétaire arriveront à n'avoir qu'une seule et même monnaie.

Pourquoi une monnaie unique ?

Le Triangle d'incompatibilité de Mundell :



(source : <http://www.lyc-arsonval-brive.ac-limoges.fr>)

Dans un espace marqué par la liberté des mouvements de capitaux, les états perdent la maîtrise de leur taux de change et /ou l'autonomie de leur politique monétaire interne comme l'attestent les crises de change du début des années 90 au sein du SME. Parce que la stabilité des changes au sein de la zone économique est gage d'expansion des échanges, l'UE s'est dotée d'une monnaie unique. Elle élimine les risques de variations de change et les coûts de conversion. Elle facilite les flux, les comparaisons de prix et la concurrence au sein de la zone euro pour contribuer à améliorer la compétitivité prix et hors prix des produits. Depuis sa création, les échanges au sein de l'UE ont augmenté, plus particulièrement au sein de la zone euro.

II° L'union monétaire : est-ce un atout face à la mondialisation ?

A° La place de l'euro dans le système financier international

1° les avantages attendus de la monnaie unique

Quels sont les avantages de la monnaie unique ?

- Une compétitive est une politique commerciale visant à changer (à diminuer) la définition de la monnaie d'un pays par rapport à celle des, afin de faire en sorte que les produits du pays concerné soient mécaniquement moins pour les agents économiques des autres nations. L'objectif d'une telle est d'améliorer le solde de la balance du pays au détriment de celles des autres.

- La mise en place de l'euro permet aux agents économiques de mieuxles prix des produits, comparaison auparavant rendue difficile du fait des fluctuations entre monnaies. Ainsi, laest stimulée, ce qui est censé faire diminuer les On peut aussi ajouter le fait que la mise en place de l'euro permet aux entreprises de supprimer les risques de change, qui existaient auparavant pour les entreprises exportatrices. Ces dernières n'ont plus à s'acquitter dudes assurances permettant de couvrir le risque deet elles n'ont plus à s'acquitter

de la taxe qui permettait de changer du franc contre du mark, par exemple. Au total, la mise en place de l'euro permet de réduire les.....de production, ce qui peut être répercuté sur les prix de vente, puis sur les échanges.

- La mise en place de l'euro peut avoir pour effet de stimuler la....., ce qui doit faire diminuer les prix et donc stimuler les échanges. De la même manière, la suppression des lies auxva également permettre de diminuer les coûts de production pour les entreprises exportatrices, ce qui se traduit sur le prix des exportations.

De plus, au niveau macroéconomique, la mise en place de l'euro supprime de fait la possibilité de dévaluation compétitive, ce qui permet d'éviter les stratégiesde certains pays voulant stimuler leur commerce extérieur au détriment des autres pays de la.....

2° L'euro est-elle une monnaie internationale ?

Le marché des obligations :

L'euro tout en étant de plus en plus important sur le marché obligataire ne dépasse cependant pas le dollar qui représente 45 % des dettes libellées dans le monde. Les dettes sont de plus en plus libellées en euro.

L'euro dans le commerce international.

Dix ans après sa naissance, l'euro occupe une place importante parmi les monnaies mondiales. Il n'a pas rattrapé le dollar, ni comme monnaie de financement (31 % de la dette

internationale était libellée en euros en 2009, contre 46 % en dollars, mais son montant dans la dette internationale progresse environ 3 fois plus vite que le dollar), ni comme monnaie de facturation dans le commerce international. Ainsi, la France facture en euros tout juste la moitié de ses exportations hors zone euro. C'est surtout dans l'environnement proche de la zone que l'euro joue désormais un rôle central : en 2009, 47 % des crédits accordés dans les nouveaux pays membres de l'Union ont été libellés en euros, et un tiers des crédits accordés dans les pays candidats (principalement la Turquie). Ce qui n'est pas sans poser de gros problèmes à ces pays quand leur monnaie plonge vis-à-vis de l'euro, comme cela a été le cas au cours de la crise financière.

B° L'euro renforce l'interdépendant des économies

1° Pourquoi se coordonner ?

L'interdépendance économique : fait que les économies de deux ou plusieurs pays sont liées les unes aux autres, et qu'une décision ou un événement dans un pays ou dans une partie du monde aura des conséquences sur les autres économies. L'interdépendance économique au niveau mondial s'est développée dans les années 1970-1980 avec les politiques de libéralisation et d'ouverture économique. Elle est la conséquence des échanges de biens et services entre pays, de la répartition internationale des processus de production, des mouvements financiers et monétaires et des politiques économiques.

Il existe différents type d'interdépendance.

- **Interdépendance structurelle** : la baisse des importations d'un pays donne, entraîne une dégradation du solde commercial de ses partenaires commerciaux.
- **Interdépendance des politiques économiques** : un des exemples récents correspond à la politique de réduction des couts du travail en Allemagne, amorcée à partir de la fin des années 1990, qui a eu pour effet d'améliorer la des produits allemands au détriment de ses partenaires commerciaux (au premier lieu desquels se trouve la France).
- **Interdépendance face aux perturbations** : plans de relance multiples après le choc de la crise des subprimes dans le monde.
- **Interdépendance des objectifs des économiques** : l'exemple de l'Allemagne à partir de la fin des années 1990 à nos jours est encore valable ; l'Allemagne, en agissant à contretemps par rapport aux autres pays européens, contribue à créer des déséquilibres au sein de l'UE.

L'interdépendance constitue une contrainte en matière de mise en œuvre **de la politique économique pour un Etat, car il doit être attentif aux effets que la** politique qu'il mène peut avoir sur ses principaux partenaires commerciaux ; et surtout, il ne doit pas agir à contretemps des autres, en particulier dans le cas des politiques de relance (exemple de l'échec de la politique de relance de la France en 1981).

Lorsqu'une nation prend une décision de politique économique, elle doit le faire de manière coordonnée, c'est-à-dire en tenant compte de l'impact de cette décision sur les autres économies avec lesquelles elle est en situation d'interdépendances ; Sinon, si par exemple un pays prend seul une décision, qui le place en situation de « passager clandestin », cela peut être pénalisant pour l'ensemble de ses partenaires.

2° les avantages de l'euro face à la crise

DOC : les avantages de l'euro face à la crise de la dette

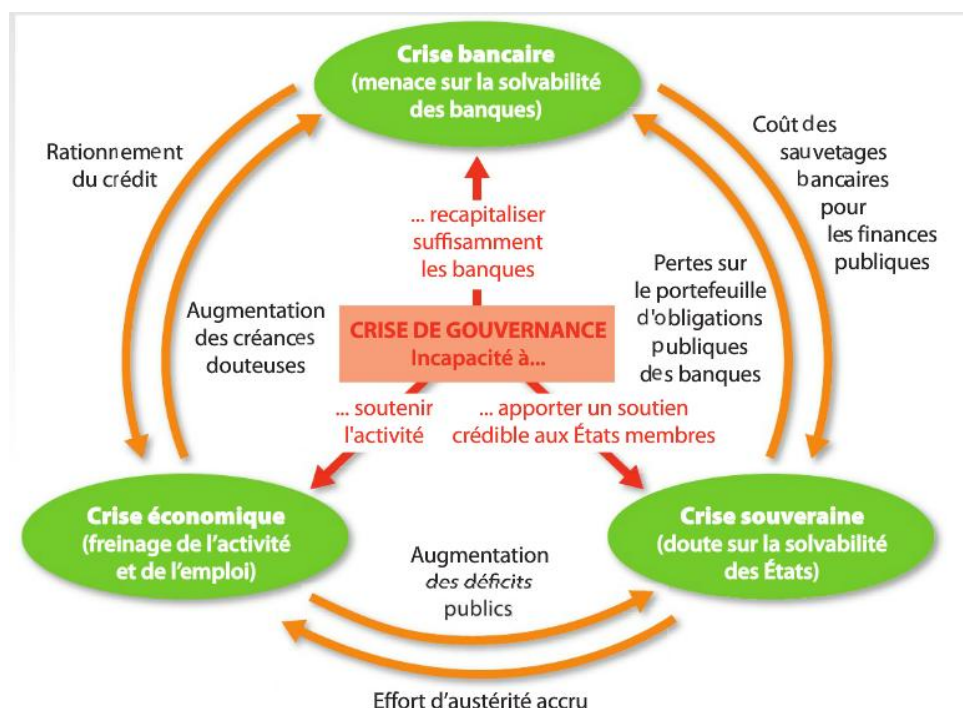
La, au sens strict, correspond au ralentissement de la hausse de la production (autrement dit, le taux de croissance économique est toujours positif, mais diminue par rapport à la période précédente).

Une est un changement de parité à la baisse (on change la définition d'une monnaie par rapport à la monnaie de référence) décidée par les autorités monétaires dans un système de taux de change fixe.

L'.....a constitué un bouclier pour les économies des pays membres, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il a évité, aux pays les plus fragiles, des dévaluations, qui correspondent à une perte de pouvoir d'achat de la monnaie, qui renchérit donc le prix des importations et conduisent mécaniquement à de l'inflation, ce qui est néfaste à la croissance à long terme et au pouvoir d'achat des ménages à court terme. De plus, en supprimant le risque de change, l'euro a permis d'augmenter le commerce intra-européen.

3° le cercle vicieux de la dette

DOC : Le cercle vicieux de la dette



Source : « Les chiffres 2012 », *Alternatives économiques*, hors-série n° 90, octobre 2011

La désigne la capacité d'un agent économique à faire face à ses engagements financiers.

La économique correspond à un tassement, voire une diminution, de l'activité économique. Ce tassement se traduit notamment par des destructions d'emplois. Dès lors, durant une crise économique, les recettes fiscales ont tendance à diminuer (Cotisations sociales, recettes de, etc.), alors que les dépenses des administrations publiques, du fait de l'augmentation du chômage notamment, ont tendance à Dès lors, les pays touchés par de telles crises voient leurs finances se dégrader, et leur publique s'accroître.

Concernant la crise européenne du début des années 2010, les choses sont plus complexes. En effet, les États, en volant au secours des banques, se sont fortement endettés (transformant une crise de la dette en crise de la dette publique). Ils ont porté secours aux banques dans la mesure où si ces dernières font faillite, le financement de l'économie n'est plus assuré, ce qui affecte grandement la création de richesses et l'emploi. Ainsi, en sauvant les banques, les États se sont..... et ont été contraints à des efforts en matière de recul des déficits publics sans précédent (« cures d'..... », pour prouver aux marchés financiers qu'ils sont capables d'honorer leurs engagements), qui ont eu un impact négatif en matière d'activité économique, ce qui peut avoir pour effet de réduire les recettes et d'augmenter mécaniquement les dépenses publiques, c'est-à-dire exactement l'effet inverse de ce qui est attendu, puisque cela renforce la spirale de l'endettement.

C° Les difficultés de coordinations des politiques européennes

L'Europe est une puissance éco et commerciale mais l'Europe est rentrée dans une zone de turbulence. La crise éco a mis à jour les très grandes divergences éco entre les pays.

- Les déficits budgétaires en moyenne 4 % du PIB moins qu'au USA. Mais ce déficit recouvre des divergences importantes à un déficit de 16 % en Irlande la moyenne de 4 % ne veut pas dire grand-chose. L'Europe du nord est une Europe vertueuse (.....) et l'Europe du sud (cigale) dépense sans compter. Les PIGS (= Portugal, Irlande, Grèce et Espagne) posent actuellement de réelles difficultés. Ces divergences rendent la des politiques très complexes...

La crise des dettes publiques va fragiliser le système bancaire européen les États sont obligés de soutenir les banques la aussi il faut essayer d'accepter une certaine solidarité européenne.

La zone euro est une zone de turbulence et peu dynamique.

Crise de gouvernance de l'Europe : La gouvernance actuelle n'est pas à la hauteur de la crise économique et..... Elle tient à plusieurs raisons : un budget trop faible, insuffisant pour avoir une politique à un problème de coordination et le résultat l'Europe ne réussit pas à recapitaliser les banques. Les États essaient de sauver les banques mais leurs déficits grandissent donc échec d'une union bancaire.

Il existe une crise de gouvernance comment la résoudre ?

Nouvelle gouvernance ?

-Pacte euro (19 pays de la zone euro et 6 pays de l'UE) qui fixe des objectifs, qui vont plus loin que ceux du semestre européen, pour réduire les écarts de compétitivité.

-Le MES mécanisme européen de stabilité est destiné à aider les Etats en difficulté à se refinancer.

III ° Est-il possible de coordonner les politiques macro-économiques au sein de l'UE ?

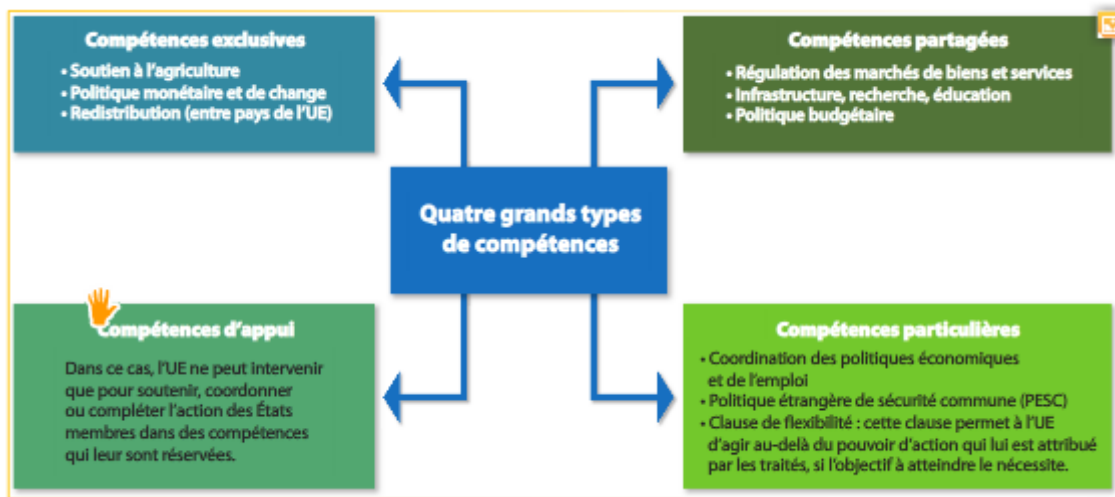
PRÉPA BAC, p. 123

Politique économique	Niveau de décision	Justification	Objectif principal	Instrument	Contraintes	Risques évités
Politique monétaire	Européen (BCE)	Une seule monnaie pour la zone	Stabilité des prix	Taux d'intérêt directeur	Absence de financement monétaire des déficits	Inflation, laxisme/ « <i>benign neglect</i> » des États
Politique budgétaire	National (les États)	Divergences économiques, chocs asymétriques, absence de budget européen	Croissance économique	Budget (dépenses et recettes)	Discipline budgétaire : déficit 3 % du PIB, dette 60 % du PIB	Inflation, baisse de l'euro, effets d'éviction et moindre croissance économique

A° Quelles partages des compétences ?

1° les compétences selon le traité de fonctionnement de l'UE

Doc : les compétences selon le traité de fonctionnement de l'UE



B° Quelles sont les difficultés de coordination au sein de l'UEM ?

1° politique monétaire unique

C'est la BCE qui fixe le taux directeur dans la zone euro avec pour objectif prioritaire la stabilité des prix.

Le calcul du taux d'intérêt réel permet de supprimer l'effet de la variation des prix, il est le taux effectivement payé/reçu, quand le taux d'intérêt nominal est un taux affiché qui ne déduit pas l'effet de la variation des prix. Ainsi, pour un même taux d'intérêt nominal, les pays connaissant les taux d'intérêt réels les plus bas sont ceux qui connaissent les taux d'inflation les plus hauts, et vraisemblablement les taux de croissance les plus élevés.

Si le taux d'intérêt (réel) est bas, le coût du crédit est bas (et l'épargne inversement peu rémunératrice), ce qui favorise l'emprunt. La hausse du crédit aux agents économiques est source de demande accrue, elle-même à l'origine de croissance économique, mais aussi de tensions accrues sur les prix.

Pour les pays connaissant la plus forte inflation, le taux d'intérêt réel peut même s'avérer négatif (cf. doc. 1B) à l'instar de l'Espagne, la Grèce et l'Italie au milieu des années 2000, ce qui accroît d'autant les effets du mécanisme ci-dessus. Au total, les pays qui bénéficient des taux d'intérêt réels les plus bas sont bien ceux qui connaissent de la croissance économique avec tensions inflationnistes, quand ceux qui subissent les taux d'intérêt réels les plus élevés sont les pays les moins inflationnistes, souvent du fait d'un manque de demande, et donc de croissance économique (Allemagne et France au milieu des années 2000). La politique monétaire européenne est donc bien « pro-cyclique »

Un taux d'intérêt réel bas facilite le crédit et l'endettement pour les administrations publiques, comme pour les agents économiques privés. En outre, le crédit facilite la création monétaire et la demande, et par là même, l'inflation. En conséquence, les administrations publiques sont incitées, du fait d'un crédit pas cher et d'une inflation qui lamine l'endettement, à dépenser et s'endetter, et les agents économiques privés aussi, ce qui dope la demande, notamment celle de produits extérieurs si les produits nationaux subissent l'inflation (et la

hausse des coûts de production qui l'accompagne comme ce n'est pas le cas des produits étrangers). Ainsi se creusent déficit public et déficit courant (*cf.* doc. 2B, p. 126)

Elle est pro-cyclique et plutôt restrictive :

- Pro-cyclique parce qu'elle favorise les pays qui connaissent les taux d'inflation les plus élevés, qui sont justement ceux ayant déjà le plus d'expansion économique. Ainsi, elle accroît les déséquilibres existants (manque de croissance, déficits publics et courants, inflation, dégradation de la compétitivité....) du fait d'un seul taux d'intérêt directeur fixé au niveau de la zone euro pour des économies aux fondamentaux différents ;
- Restrictive, voire récessive, pour tous les autres pays ne connaissant pas d'inflation mais une croissance molle, pour qui le taux d'intérêt directeur est plutôt trop élevé pour favoriser la reprise. L'objectif de la BCE est la lutte contre l'inflation, or la BCE prend aussi en compte les conjonctures des petits pays comme la Grèce, alors que les grands pays moteurs, comme la France et l'Allemagne, auraient eu besoin au début des années 2000 d'une politique monétaire assouplie ou moins restrictive.

Au cours de la décennie, la zone euro est la région économique au monde qui connaît la plus faible croissance, inférieure à 20 % sur 10 ans, quand elle est de 20 % aux États-Unis et de 40 % en moyenne dans le monde.

Jusqu'en 2008, la zone euro est l'espace économique qui connaît le plus fort taux de chômage parmi les grandes économies développées, dont le taux n'est jamais inférieur à 7-8 %. Ce chômage s'accompagne d'une croissance molle, systématiquement inférieure – de plus d'un point depuis les années 90 – à celle des États-Unis (1,2 à 1,3 point).

Les soldes publics sont (devenus) dans leur majorité négatifs (déficits publics), ce qui limite les politiques budgétaires de relance/expansionnistes du fait de marge de manœuvre exsangues, surtout avec le PSC qui limite le déficit à 3 % du PIB, mais qui a atteint le niveau effectif de 5 % (même si celui-ci fut mis de côté « pour circonstances exceptionnelles » pendant cette période).

La plupart des pays ont excédé ces seuils : le déficit public de la France, et plus globalement le déficit moyen dans la zone euro, excède les 3 % du PIB (respectivement 7 % et 5 % en 2010). Concernant le critère de l'endettement, on voit qu'au cours des années, l'endettement s'accroît alors qu'il est déjà supérieur à 60 % du PIB en 2008, tant pour la France (supérieur à 80 %, avec 84 % pour 2010 et hausse prévue pour 2012) que dans le reste de la zone euro, (85 % en moyenne).

On peut prendre les valeurs d'un certain nombre de pays et montrer également la tendance à la dégradation des finances publiques entre 2007 et 2010 (certains pays comme la Grèce et l'Italie avoisinent les 120 % de PIB de dette).

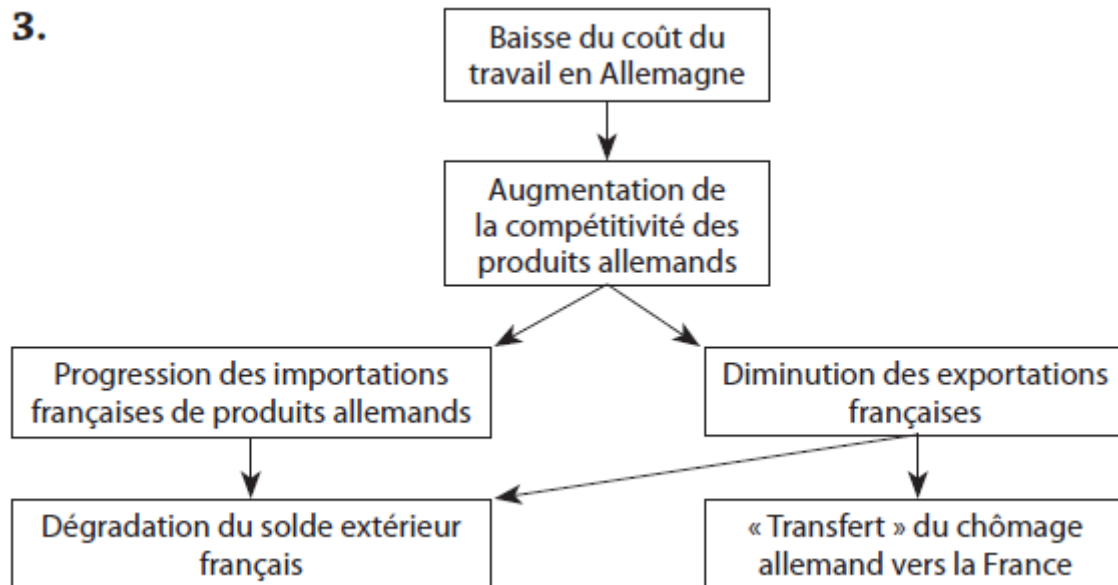
L'exigence de retour à l'équilibre budgétaire (PSC) conduit donc davantage les gouvernements à des politiques d'austérité qu'à des politiques de relance actuellement [résultats à partir des sources suivantes : *Alternatives Économiques*, hors série n°86, octobre 2010, et Banque de France, 12 Août 2011].

Il est foncièrement restrictif, voire récessif, et ne permet pas aux États de sortir de l'atonie de croissance économique en raison d'une politique monétaire axée sur la lutte contre l'inflation qui maintiendra des taux directeurs toujours plutôt élevés relativement aux besoins de croissance économique, et de politiques budgétaires contraintes par le PSC, d'autant plus que leurs finances publiques sont en mauvaise posture ce qui les priverait de toute possibilité de relance expansionniste par creusement du déficit. Les États peuvent laisser jouer, seuls, les stabilisateurs automatiques, insuffisants.

Doc : France et Allemagne : des politiques nationales non coopératives

(Compétitivité : Au sens large, la compétitivité désigne la capacité d'une entreprise ou d'une économie à résister à la concurrence.)

3.



(Cf : notion au programme : Intégration européenne, UEM , euro , UE)

